



CHAPITRE 10

Loi concernant l'exposition universelle
canadienne

[Sanctionnée le 4 avril 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Accord
validé.

1. L'accord conclu le 18 janvier 1963 au sujet de l'exposition universelle canadienne de 1967, entre le gouvernement du Canada, le gouvernement de la province de Québec et la cité de Montréal, est déclaré valide.

Verse-
ments
autorisés.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à verser, à titre d'investissement, à la Compagnie de l'exposition universelle canadienne constituée par la loi du Canada 11-12 Elizabeth II, chapitre 12, des contributions prélevées sur le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de quinze millions de dollars.

Garantie.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à garantir, au nom de Sa Majesté du chef de la Province et solidairement avec Sa Majesté du chef du Canada, le paiement, en principal et intérêts, des emprunts ou obligations de la dite Compagnie de l'exposition universelle canadienne; tout montant dû en vertu d'une garantie donnée suivant le présent article est payable sur le fonds consolidé du revenu.

CHAPTER 10

An Act respecting the Canadian World
Exhibition

[Assented to 4th April 1963]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

Agree-
ment
validated.

1. The agreement made on the 18th of January 1963 with respect to the Canadian World Exhibition of 1967, between the Government of Canada, the Government of the Province of Quebec and the city of Montreal, is declared valid.

Payments
author-
ized.

2. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to pay, as an investment, to the Canadian World Exhibition Corporation created by the act of Canada 11-12 Elizabeth II, chapter 12, contributions taken from the consolidated revenue fund up to fifteen million dollars.

Guar-
antee.

3. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he shall determine, may authorize the Minister of Finance to guarantee on behalf of Her Majesty in right of the Province and jointly with Her Majesty in right of Canada, the payment in principal and interest of the loans or bonds of the said Canadian World Exhibition Corporation; every amount due under a guarantee given under this section shall be payable out of the consolidated revenue fund.

Contri-
bution de
la cité de
Montréal.

4. La cité de Montréal est autorisée à adopter tout règlement requis pour lui permettre de verser, à titre d'investissement, à la dite Compagnie de l'exposition universelle canadienne des contributions dont l'ensemble ne doit pas excéder cinq millions de dollars.

4. The city of Montreal is authorized to make any necessary by-law to enable it to pay, as an investment, to the said Canadian World Exhibition Corporation, contributions which shall not exceed a total of five million dollars.

Contri-
butions
by city of
Montreal.

Règle-
ments.

La cité de Montréal est aussi autorisée à adopter tout règlement nécessaire pour l'exécution des dispositions de cet accord qui la concernent, et à emprunter les sommes requises à cette fin.

The city of Montreal is also authorized to make any necessary by-law for the carrying out of the provisions of the said agreement which concern it, and to borrow the sums required for such purpose.

By-law.

Restric-
tion à
l'usage du
mot "ex-
position".

5. Nul ne peut enregistrer une déclaration prescrite par la section II de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277) s'il y prend un nom, un titre ou une raison sociale qui contient le mot "exposition" ou une abréviation de ce mot à moins que:

5. No person shall register a declaration prescribed by Division II of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277) wherein he assumes a name, style or firm name which includes the word "exhibition" or an abbreviation of such word, unless:

Restric-
tion of
use of
word "ex-
hibition".

a) ce nom, ce titre ou cette raison sociale n'indique clairement que ce mot ou cette abréviation ne se rapporte pas à l'exposition universelle et internationale canadienne de Montréal en 1967, ou

a. such name, style or firm name indicates clearly that such word or abbreviation does not refer to the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal, 1967, or

b) la déclaration ne soit accompagnée d'une autorisation écrite accordée par résolution des administrateurs de la Compagnie de l'exposition universelle canadienne.

b. the declaration is accompanied by a written authorization granted by resolution of the directors of the Canadian World Exhibition Corporation.

Enregis-
trements
annula-
bles.

Tout enregistrement fait contrairement au présent article peut être annulé par la Cour supérieure du district sur requête, après avis donné aux intéressés.

Every registration made contrary to this section may be annulled by the Superior Court of the district upon petition, after notice given to the interested parties.

Registra-
tions an-
nullable.

Durée.

Le présent article a effet du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1968.

This section shall have effect from the 1st of January 1963 to the 1st of January 1968.

Duration.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.